

Éduquer avant Auschwitz

Sébastien Carrier

Université de Montréal

Le 18 avril 1966, Theodor Adorno amorça sa conférence intitulée « Éduquer après Auschwitz » en déclarant : « *Exiger qu'Auschwitz ne se reproduise plus est l'exigence première de toute éducation* ». Il poursuivit quelques instants plus tard en ajoutant : « *Mais le fait que l'on ne soit guère conscient d'une telle nécessité montre bien que cette monstruosité n'a pas pénétré (assez) profondément dans les esprits, et qu'elle peut se répéter étant donné ce qu'est le niveau de conscience et d'inconscience des hommes.* » Si j'ai intitulé ma réflexion « Éduquer avant Auschwitz », c'est justement par souci de remplir l'exigence exprimée par Adorno ; exigence qui ne peut être remplie qu'en prenant conscience que cette monstruosité appelée Auschwitz peut se reproduire à toute époque et qu'ainsi, en l'absence d'une généralisation de cette prise de conscience, nous nous retrouvons de facto avant Auschwitz, c'est-à-dire sur le seuil de sa répétition possible.

Mais ce souci fait déjà figure de tentative de réponse, et elle implique une multitude d'éléments à envisager, à une question



que nous ne nous sommes pas encore posé explicitement, celle inévitable du comment? C'est-à-dire : comment peut-on éviter, par l'éducation et la culture, qu'Auschwitz ne se reproduise? Si Adorno insistait sur la notion d'éducation, sur son rôle dans la possibilité d'empêcher Auschwitz, c'est qu'il était conscient qu'une des conditions de possibilité de la barbarie subie dans les camps d'extermination était la société elle-même. En tant que source la plus éminente de formation du « Moi », par le biais de différentes institutions du domaine social, celle-ci joue un rôle central dans l'irruption comme la disparition de la barbarie. Il s'agit donc de comprendre que, de manière générale, la possibilité de voir apparaître des bourreaux tels que la plupart des dirigeants nazis, de même que des individus prêts à les suivre avec enthousiasme, relève de l'éducation offerte par la société, de l'époque et de la culture dans lesquelles ceux-ci ont grandi. Évidemment, cela ne signifie pas que le parcours individuel propre à chaque acteur est négligeable – celui de Hitler est souvent pris comme exemple, possiblement à juste titre –, mais avant tout que la question de l'éducation et de la formation du Moi, est une question sociale, bien plus que psychologique. Autrement dit, il s'agit d'aller au-delà de l'affirmation bancale selon laquelle « l'homme est un être violent » et de saisir quels processus sociaux ont fait de cette agressivité un socle assez

solide pour édifier un régime qui reposait entièrement sur la haine de l'autre.

La civilisation et ses effets pervers

Justement, Adorno émet une réserve quant à la latitude intrinsèque à toute éducation. Faisant référence à Freud, il reconnaît que « *si la barbarie s'inscrit dans le principe même de la civilisation, il peut sembler désespéré de vouloir s'y opposer.* » Il est à noter qu'une telle inquiétude face à la culture et ses possibles dérives est appuyée par la réflexion d'Arendt sur la banalité du mal. Cette dernière pose une seconde réserve : la barbarie peut également devenir quelque chose de normal ou commun, comme l'antisémitisme le fut dans le régime nazi. On remarque ainsi que l'inhumain peut devenir humain, l'être civilisé devenir barbare, d'où l'impertinence d'évoquer la « nature » humaine afin de justifier ou d'infirmier le caractère de l'homme ou bien pour expliquer son comportement. Force est de constater que la formation de l'homme peut donner toutes sortes de résultats et que, historiquement parlant, malgré le fait que la civilisation se soit constituée en constante opposition avec la barbarie, de nombreux événements ont démontré qu'il suffit d'une conjoncture socio-culturelle particulière pour y retourner. Que la brutalité se cache dans les coulisses de la civilisation, ou bien

qu'elle en soit l'expression paradigmatique, la question que nous devons poser est : pourquoi?, car là gît un des obstacles les plus titanesques à la transformation de la culture et de l'éducation. Les travaux de Freud tentent justement d'élucider ces phénomènes.

Selon lui, la civilisation est inconcevable sans des processus de socialisation qui permettent d'intégrer l'individu à une communauté plus large ; faisant de lui un membre à part entière en concourant à l'introjection des valeurs incarnées par l'autorité paternelle et/ou sociale. Cette réappropriation des valeurs est rendu nécessaire par le sentiment de culpabilité qui accable ceux qui, dans la tribu préhistorique, ont décidé de tuer l'autorité pour jouir de ses privilèges. Dans cette parabole, une fois le meurtre accompli, les auteurs sont frappés de remords et comprennent que l'égoïsme à la base de leur action risque d'enflammer le clan jusqu'à son démembrement. C'est pourquoi s'ensuit l'adoption de règles morales fondamentales (Freud, Totem et Tabou). En effet, pour Freud, la société est inconcevable sans ce substrat de culpabilité immémorial : la loi morale autorisant l'émergence de la civilisation étant ancrée dans celui-ci.

Le concept de civilisation peut, lui, être aperçu dans les interactions qui lui donnent une consistance et qui sont motivées et autorisées par «*un langage commun, des mythes et une idéologie collectifs, (bref) un monde pénétré de l'imaginaire social*» (Ansart-Dourlen : 109).

Ces processus qui, selon Freud, freinent l'expansion d'un Moi narcissique pour faire de l'individu un acteur de la civilisation ne peuvent être jugés de manière univoque, car leurs résultats et même leurs objectifs (ceux de la civilisation) sont bigarrés. De manière générale, on peut dire que les processus de civilisation engendrent une tension, qui peut se solder par la rébellion ou la révolte – ce qui signifierait l'échec du processus – ou être détournée à ses propres fins par l'autorité. Ce qui importe le plus pour l'instant, c'est de voir la corrélation entre les moyens utilisés pour intégrer l'individu au groupe et la relation de cet individu à l'autorité dudit groupe. Freud dit : *«Une sublimation réussie comme socialisation exige que soient introjectés des valeurs proposées par l'autorité paternelle et sociale : sans susciter névrose ou révolte. Encore faut-il, simultanément, qu'il n'en résulte pas une soumission et un conformisme aveugle»*. (Ansart-Dourlen : 109) Il s'agira pour nous de mettre en évidence les processus dont le type de socialisation débouche sur une plus grande tolérance ou inclination à la violence, entre autres.

Un exemple traditionnel, et parfois caduc, de socialisation peut être trouvé dans la religion. La socialisation rendue possible par celle-ci, à l'image des autres, a des effets équivoques. Ansart-Dourlen nous dit que la religion peut certes devenir une forme de socialisation, mais que son statut demeure ambigu dans la

mesure où elle peut mener à l'angoisse et la culpabilité en réprimant les pulsions destructrices ou en laissant subsister des traces du besoin infantile de protection grâce à une adhésion qui se concrétise par la peur. (Ansart-Dourlen : 109) Cela ne distingue pas la religion d'autres formes d'intégration ou forces d'intériorisation, c'est le mode autoritaire de son enseignement qui est le plus suspect aux yeux de celui qui veut humaniser la société et l'homme contemporain. En effet, l'adhésion à une secte, ou toute autre autorité morale dogmatique, n'encourage pas l'individu à « exercer son propre jugement », mais plutôt à accepter son message comme une vérité universelle dépendante d'aucune expérience spécifique. Cela revient donc à dire que dans certains cas, notamment pour les groupes doctrinaires, socialisation rime avec régression (de la conscience individuelle) et est ainsi tributaire d'un acte de foi. Pourtant, de prime abord, on peut être tenté de se demander pourquoi l'intériorisation de principes moraux par une soumission à l'autorité est nocive, surtout quand ces principes et valeurs, ceux du catholicisme par exemple, sont en eux-mêmes bien souvent empreints d'un humanisme certain. Si un moins grand exercice de réflexion contribue à la poursuite d'une « bonne vie » selon un dogme ou un autre, que peut-on reprocher à une telle morale?

C'est ici que le concept de barbarie est le plus susceptible de nous aider à comprendre les implications d'une telle structure sociale. Car, à vrai dire, la soumission à une autorité, fut-elle de l'ordre religieux ou politique, ne garantit pas l'avènement d'un régime ou d'une culture bons ou mauvais, elle ne garantit que la consolidation de l'influence de cette autorité, indépendamment de son caractère singulier. Or, selon Adorno, cette tendance sociale à la consolidation de l'autorité par des processus de formation condescendants, qu'elle soit plus ou moins explicite, est précisément ce qui rend possible la barbarie telle qu'elle se manifeste dans le monde contemporain. Pourquoi la force de l'autorité et pas plutôt la violence de certains? Simplement parce que l'agressivité d'un individu ne sera jamais en mesure de dominer et d'exterminer à son gré, elle sera toujours opposée à d'autres forces sociales, qui la bloqueront. Tandis que la docilité des masses et son adulation du pouvoir et de l'ordre produisent le sol idéal dans lequel les germes de la violence sauront s'épanouir et se transformer en barbarie. Ainsi, il est vrai que la barbarie est marquée par une violence complètement démesurée, où « *les manifestations de destructivité sont devenues leur propre fin* » comme le dit Freud, mais il est encore plus important de relever que son terreau est justement l'anémie qui frappe l'autonomie réflexive de ceux qui prennent pour des vérités inconditionnelles

tout ce que l'autorité leur crache au visage, dans son mépris transparent pour l'intelligence de l'être humain.

D'un autre point de vue, celui que privilégie Adorno, la barbarie ne se distingue pas de la violence que par une question de degrés, mais par une différence de nature : contrairement à l'agressivité potentielle gisant dans les tréfonds de l'âme humaine, pouvant toujours conduire à une expression de violence plus ou moins désirable, la barbarie constitue la faillite de la culture. C'est-à-dire qu'au lieu de former des individus civilisés et conscients du sens et de la portée de leurs actes, la culture participe à la « reproduction » d'individus dociles incapables de remettre en cause la valeur admise des discours constituant l'horizon de notre monde partagé. En ce sens, la barbarie contemporaine, qu'on a pu observer dans l'extermination rationalisée des camps de concentration nazis, et aussi dans ceux soviétiques, possède comme condition de possibilité la culture elle-même, mais plus précisément la culture moderne des Lumières qui a échoué dans sa tentative d'accomplir sa visée première : rendre l'homme indépendant à l'égard des forces de la nature. (Ici, par nature, on entend autant les forces naturelles qui sont les produits des différents écosystèmes (la nature externe) que celles pulsionnelles qui mobilisent l'être humain (la nature interne), selon l'interprétation de *La dialectique de la Raison*. Si l'on y pense bien,

cela équivaut à dire que dans la barbarie contemporaine les connaissances qui devaient servir à la maturation de l'homme sont retournées contre l'homme lui-même, car au lieu de servir l'homme ces savoirs et technologies l'asservissent, nous reviendrons sur cet élément plus loin. À ce point, c'est la conjonction entre la violence de l'autorité, d'un côté, et la docilité ou l'apathie du peuple, de l'autre, qui permet l'apparition de la barbarie.

Comme le disait Adorno lors d'une entrevue radiophonique en 1968 : « *La forme de barbarie qui menace aujourd'hui est précisément le fait qu'au nom de l'ordre, au nom de l'autorité, au nom des puissances établies, des actes sont commis qui révèlent d'après leur propre figure le caractère non-formé, et, en plus, la pulsion de destruction et l'être mutilé de la plupart des humains.* » (ED : 156) Cela revient donc à dire que, malgré tous les progrès technologiques, les avancées de la science, les expériences de l'histoire, etc., la société et la culture, du moins certaines de leurs composantes, continuent à propager un état d'esprit au sein duquel l'individu est dépendant, donc incapable d'orienter sa vie d'après sa propre réflexion. Ce « caractère non formé » correspond justement à un manque de la formation qui devrait élever l'individu au-dessus des lieux communs de l'identité (de genre, d'âge, politique, culturelle, comportementale, etc.) afin de lui permettre de se construire par

ses propres forces et outils une personnalité digne de ce nom, autrement dit : une subjectivité réelle. Ce manque coïncide ainsi à la fois avec une déformation et une « conformation ». Déformation parce que dans les structures contemporaines de la culture (les médias, la publicité, la joute politique, les interactions sociales déterminées par le marché, les programmes de formation axés strictement sur l'employabilité et même certaines familles) l'être humain est traité comme une simple marchandise et que le processus d'acculturation qui en découle, s'il n'est pas limité par d'autres milieux et institutions plus enrichissantes sur le plan humain, risque fortement de lui arracher jusqu'à son embryon de subjectivité en développement. « Conformation » parce que cette érosion de l'individualité se produit sur le mode de l'aplatissement ou du nivellement en niant la spécificité de chaque personne et en le traitant du début à la fin de sa vie comme un mineur inapte à la réflexion. La vulgarisation simpliste ou simplification vulgaire des problèmes complexes affligeants la société actuelle, typique du populisme colonisant notre imaginaire collectif, tout comme la relation fusionnelle à des équipes sportives en témoignent grassement.

La civilisation contemporaine et la régression

Ici, la voie que devrait emprunter notre réflexion critique, si nous avons l'espace pour expliciter l'ensemble des tendances et phénomènes évoqués, serait celle esquissée par Louis Marion dans son plus récent ouvrage :

« ...stratégiquement il est inutile de tenter de moraliser l'intention des acteurs privilégiés de la croissance et de la productivité, de caricaturer tel publicitaire ou tel homme d'affaires, puisque, le désir compréhensible de s'enrichir n'explique pas la réalité du productivisme. Peu importe le métier, comment ne pas participer, directement ou indirectement, par notre travail aveugle, à accroître la puissance et les effets des institutions et organisations existantes sur la nature (et notre conscience)? C'est pourquoi il faut rappeler (...) que la société capitaliste ne permet pas l'autodétermination. »

Cette perspective réflexive, qui soutient la position de Marion, est, celle autorisant à apercevoir la culture telle qu'elle se présente véritablement de nos jours, c'est-à-dire comme un produit de consommation, y compris le savoir qui est inculqué dans le système d'éducation. (Celle-ci, ne participe qu'accessoirement à la création d'un homme plus posé, dans la mesure où elle est fabriquée afin d'être consommée et d'encourager la consommation de produits semblables.) La récente déclaration

du ministre de la santé, concernant la grève étudiante, a le mérite d'être claire et confirme le statut de l'éducation aux yeux de notre gouvernement : « *Une association de consommateurs, ça ne fait pas de grève! S'ils décident de ne plus prendre un produit, ils ne le prennent plus. Là, on a à faire à des étudiants qui décident de ne plus recevoir un service, payé par la société, et qui voudraient que les autres n'y aient pas accès non plus.* » (Patrick Bellerose, Huffington post) Difficile de procéder à une réduction aussi grossière : de la même façon que n'importe quel objet consommable, l'éducation doit participer à la croissance du marché, avant de participer à la croissance de l'homme. C'est à se demander si, pour notre ministre, il y a une différence entre une boîte de céréales et la formation de nos concitoyens. À ce propos, il peut être éloquent de se rappeler que la hausse vertigineuse des frais de scolarité imposée par le parti libéral du Québec en 2012, bien qu'elle soit partiellement justifiable sur le plan comptable, contribuait elle aussi à renforcer la logique selon laquelle tout n'est que marchandise et ainsi à faire lentement dépérir l'éducation. Une telle déliquescence de l'éducation augmenterait encore davantage les chances qu'ont les jeunes de devenir des analphabètes socio-politiques, voire simplement culturels, et s'assurerait de détruire le statut de havre que possède encore relativement l'université face à l'aliénation marchande hégémonique du reste de notre société. Si la transformation de l'éducation en marchandise risque d'être aussi

dommageable, c'est parce qu'en réduisant la matière enseignée à des pratiques ou des informations destinées à n'être utilisables que sur le marché du travail, on accroît du même coup l'incapacité chronique qu'ont les citoyens de notre monde à envisager leur vie et leur monde sur d'autres modes que celui marchand (ou opérationnel, selon les termes de Marcuse). L'horizon proprement humain, celui qui est composé de notions éthiques, écologiques, sociales, etc., s'efface pour ne laisser subsister que des transactions entre agents économiques dénuées de valeur autre que monétaire. Cette altération frappant actuellement le monde de l'éducation favorise ainsi l'aliénation qui pousse l'individu à ne se voir que comme un fournisseur de travail (service consommable) dans un monde d'objets (produits consommables) et son résultat avoué, la création de richesse monétaire et matérielle, a pour corollaire l'appauvrissement et la domestication de l'homme.

Dans cet ordre d'idée, il est impératif de réaliser que ce qu'on nomme aujourd'hui le « travail » est également un ersatz de ce que furent autrefois des activités plus nobles telles que la besogne ou le devoir. En effet, le travail qui n'est conçu que comme un gagne-pain devient soudainement muet quant au sens de la vie : il ne participe généralement plus au développement de soi ni à aucun projet collectif autre que le renforcement indu du système.

La division du travail qui, explicitement, prône des gains en productivité, a aussi pour effet concret de nous souder au système englobant du capitalisme. Dans la mesure où il est devenu presque impossible de subvenir à ses besoins et de se planifier un avenir sans obtenir un salaire stable et suffisant, le travail est aujourd'hui devenu une des sources les plus intimes de notre aliénation. Celui-ci nous lie à un système qui confond l'épanouissement individuel et l'utilisation de notre force de travail à des fins de consommation. Or, d'épanouissement individuel ou de développement de soi il n'y en a guère dans la compulsion à acheter qui va jusqu'à l'endettement. Comme dans le cas de la marchandisation de l'éducation, l'aliénation par le travail et la consommation façonne des êtres non autonomes dont la conduite est dictée par des logiques qui les dépassent.

Dans la même veine, il ne faut pas oublier les conséquences potentiellement néfastes de l'expansion constante de la technologie. Cette dernière se voit souvent ornée d'une aura de progrès. Toutefois, afin de cerner la portée réelle de la toile technique qui recouvre graduellement notre monde, nous ne pouvons accepter de tels clichés comme des faits. Il a longtemps été admis que la technologie était le « prolongement du bras de l'homme » et, bien que ce syntagme recèle une part de vérité, il n'est plus en mesure de rendre compte de la réalité actuelle. À

vrai dire, cet axiome contient quelque chose comme une croyance réconfortante : celle selon laquelle la technologie nous appartient, que nous la contrôlons, et qu'ainsi nous en sommes autant ses auteurs que ses opérateurs. Cependant, de nos jours, la réalité est toute autre : le marteau est effectivement le prolongement de notre bras, mais quelle ressemblance y a-t-il entre le marteau et Internet? « *On passe ainsi, nous dit Michel Freitag, de l'activité humaine "assistée par ordinateur", aux systèmes informatisés assistés par des êtres humains.* » (Marion, 2015 : 104) Avec les avancées technologiques militaires, pensons aux différents drones, il sera même possible de laisser des robots prendre la décision de tuer, sans qu'un être humain intervienne. Qui sera, alors, imputable du meurtre? Les implications éthiques et philosophiques d'un accroissement aussi démesuré de la puissance technique sont considérables et le deviendront encore davantage. « Nous n'avons plus besoin, par exemple, d'autant de méchanceté pour faire autant et même plus de mal. » Le meurtre désincarné, dégagé de l'échelle humaine, n'est pas la seule inclination vers la barbarie de la technologie. Sous son empire :

« L'ancienne résistance du monde empirique s'estompe devant notre puissance technique. Elle en est atrophie la richesse d'expériences subjectives. Ce qui « désormais vient à nous », ce que nous n'avons plus besoins de

traverser et d'éprouver, rend vaine et superflue la notion même d'expérience. (...) Accéder au monde, en éprouver la résistance, devient de plus en plus impossible. Désormais, c'est l'ordinateur avec son moteur de recherche qui trouve le renseignement, c'est l'automobile qui connaît le trajet et vous dit de prendre à droite, c'est le four qui décide si c'est cuit et c'est la carte de crédit qui sort du cash. » (Marion : 102-103)

Ces tendances sociotechnologiques qui tendent à séparer l'action individuelle de son auteur nous ordonnent d'agir d'une certaine manière plutôt que d'une autre. Elles permettent certes de réduire au maximum les troubles physiques et psychiques, mais le prix à payer pour atteindre cette aisance n'est nul autre que notre autonomie et la responsabilité devant notre propre œuvre. D'un point de vue global, comme dans le cas du capitalisme, la technique semble s'être affranchie de son créateur et constituée une entité autonome, que Jean Vioulac appelle la « machine ». Afin de parvenir à ce terme, il a fallu que la technologie comme telle asservisse l'être humain et en fasse un outil au service de sa propre expansion : « *Tout ce qui est n'advient qu'en tant qu'il concourt au fonctionnement de la machinerie, c'est-à-dire en tant que matériaux, combustible, adjuvant et fonction.* » De surcroît, tout se passe comme si l'être humain n'a plus son mot à dire ; ne ressortent que des

tendances d'ensemble qui paraissent s'être émancipées de l'individu en lui faisant croire que le pseudo choix qu'il a entre deux partis politiques opportunistes ou deux téléphones intelligents constitue une véritable décision à laquelle il participe en tant que sujet actif et réfléchi (quand une véritable réflexion l'aurait plutôt poussé à se demander pourquoi il se sent obligé d'avoir à faire ce choix). « *Le fonctionnement de la machinerie n'a d'autres finalités que la perpétuation de son propre fonctionnement* » (Vioulac, 2009 : 169). (Les bienfaits qui devraient découler de « progrès » de cet ordre ne sont trop souvent qu'apparences.) Cette déresponsabilisation (politico-juridique) rampante, qui se décline comme dépendance, infantilisation ou régression sur le plan psychologique ou encore comme aliénation sur le plan socio-économique, porte atteinte à l'ensemble du projet de la modernité tel que l'occident l'a imaginé depuis la renaissance ou le Siècle des Lumières.

Enfin, force est de reconnaître que l'industrie culturelle joue aussi un rôle considérable dans la promotion des idées et valeurs qui « meublent » notre vivre ensemble. Loin d'être anodins, ce sont souvent les produits culturels qui, consommés à répétition, permettent d'incruster dans notre imaginaire les valeurs qui soutiennent l'autonomisation des systèmes vis-à-vis l'individu. Certes, il serait fallacieux de réduire les produits culturels à une

fonction programmée de justification du système global de la consommation. Par contre, il suffit de prendre connaissance des résultats du box-office ou bien des palmarès de vente pour constater à quel point la culture « commerciale » l'emporte haut la main dans son objectif de rejoindre les gens. Face à elle, le cinéma de répertoire, bien qu'il contienne habituellement une teneur culturelle plus riche risquant davantage de brouiller les stéréotypes et de porter à réflexion, ne peut avoir que peu de poids quand on consulte ses résultats commerciaux. Certes, il n'y a rien de mal à un petit divertissement, mais quand la culture elle-même tend à fusionner avec le divertissement il y a de sérieuses questions à se poser collectivement. Prenons l'exemple des films de superhéros qui sont en vogue depuis des années. Il est évident que ceux-ci pullulent de par leur succès économique. Toutefois cette réussite commerciale est tributaire d'un contenu culturel exigé par des individus vacillant intellectuellement : « *Sur le plan sociologique, il y a cette "idéologie de la consolation" (...) On se rassure collectivement, et tant pis si on se fait inlassablement raconter la même histoire. Même que le schéma narratif consacré n'apparaît pas comme une lacune, mais comme un atout : le réconfort et l'indifférence.* » (Dominguez Leiva, Le Devoir, 02/05/2015) Le règne du toujours identique consacre la fermeture d'esprit et la soumission à l'ordre établi, et ce, sans égards quant à son contenu particulier fut-il complètement inhumain. « *Ainsi (l'industrie culturelle) est-elle à*

dénoncer en tant que puissance d'aliénation, travaillant à acclimater les hommes à un monde "qui confère à tout un air de ressemblance", la même rationalité présidant à l'organisation du travail et, désormais, des loisirs. » (Moutot, 2004 : 49) C'est donc en tant que matériaux corrosifs pour la conscience que la culture de masse doit être considérée. Celle-ci, comme l'indique le titre de l'article que nous venons de citer : « Rêves usinés », par subjugation, en vient à dominer notre imaginaire de façon à en extraire toutes les aspirations qui contrediraient l'état d'obédience actuel.

Par ailleurs, bien que nous n'ayons pas abordé les conséquences politiques des tendances technologiques et marchandes, il n'est pas difficile de comprendre à quel point l'idéal démocratique qui habite notre époque est vicié s'il se résume à des droits formels dont la praxis contemporaine nie éperdument.

Questionnons-nous. Aujourd'hui, il est devenu normal et même valorisé d'occuper un poste important dans une organisation, et ce, peu importe si cette organisation a pour objectif explicite de faire du profit sur le dos des malades ou encore en détruisant la biosphère. De même, comment devrait-on percevoir l'industrie animale qui procède au massacre quotidien de millions d'êtres vivants, sans parler de leurs conditions de « vie »? N'y a-t-il pas là un flagrant manque de considération quant aux implications de nos actions et valeurs? Et ce manque, lui, ne témoigne-t-il pas

d'une incapacité à agir de manière autonome dans un système qui dicte les conduites? De toute évidence, la réalité de notre monde nous échappe et ce n'est pas la démocratie de façade qu'est la nôtre qui nous permettra d'y remédier en nous donnant la chance de prendre activement part à son orientation.

Régression et déresponsabilisation de l'homme

Attardons-nous à décrire les implications réelles de la barbarie qui habitent notre culture. L'aliénation rime avec dépendance : le jugement que porte l'individu n'est souvent pas le sien, il est celui qu'ont réussi à loger dans son esprit ces institutions ou groupes qui dominent la société. (À ce titre, ce sont souvent ceux qui se considèrent les plus immunisés aux stéréotypes et à l'« opinion publique » qui s'avèrent être les plus vulnérables, car n'étant pas intellectuellement sur leurs gardes ou prêt à désobéir.) C'est un constat analogue que faisait Adorno au milieu du vingtième siècle : il était inconcevable pour lui que des êtres autonomes prennent part de leur plein gré à un massacre de l'ampleur de la Shoah ou du génocide arménien. Selon les critères esquissés par Adorno, la barbarie n'est pas le fait exclusif d'un tyran tel Hitler ou Staline, elle se déduit de l'ensemble de la pyramide sociale. De plus, l'origine de ce fléau ne peut être réduit à ce que Freud

appelle la pulsion de destruction, présente en chacun de nous, car c'est bel et bien l'échec de la culture qui, en ne cultivant pas adéquatement l'esprit critique et l'inclination vers l'autonomie, favorise la « complicité intériorisée entre l'individu et le pouvoir. » Complicité provenant d'une régression (elle-même subordonnée à l'insuffisance de l'individu) où la foule se soumet et s'identifie à une autorité « qui personnifie une force protectrice » (Ansart-Dourlen : 115), rappelant le père, et autorisant la haine de l'autre, de celui qui porte atteinte à l'ordre. (À préciser en note)

De périodes de répression en périodes de divertissement, en passant par les innombrables guerres, cette tendance caractéristique de nombreux actes de haine a proliféré à travers l'histoire de l'humanité. C'est pourquoi, de nos jours, bien que la violence réelle ait grandement diminué selon les statistiques officielles, rien ne prouve que le commun des mortels a pris conscience de cette disposition naturelle à l'agressivité (envers autrui, encouragée par les agissements et discours de nombreux acteurs sociaux dont les autorités). Il serait encore plus étonnant que ceux-ci possèdent l'expérience réflexive ou psychique leur permettant d'être à l'affût d'une telle régression et de la contenir au besoin. D'ailleurs, il suffit parfois d'assister à un match de

sport professionnel pour être témoin d'un dévouement d'agressivité quasi gratuit, mais certes appuyé par la foule :

« Je crois que si on a une fois assisté par exemple sur un terrain de jeu à la manière dont une équipe adverse, lorsqu'elle gagne, est injuriée et huée, ou si on fait l'expérience de la manière dont de quelconques soi-disant bons citoyens assaillent les étudiants, même si c'est seulement avec des mots, on peut alors percevoir très fortement, précisément à ces phénomènes si actuels de nos jours, la différence entre ce qui est barbarie et ce qui ne l'est pas. » (Adorno : 157)

Ce commentaire nous permet de faire le saut vers un phénomène encore plus d'actualité : la haine dirigée contre les étudiants qui manifestent pour s'opposer au gouvernement actuel et à son désir de restreindre le rôle de l'État. Cette haine souvent palpable provient, au-delà des processus pulsionnels la rendant possible, d'un climat social où les autorités recourent au populisme afin d'attiser les tensions vis-à-vis d'une partie ciblée de la population, habituellement une minorité. Par l'adoption d'un discours populiste et discriminatoire, les autorités impliquées (politiques, médiatiques, etc.) viennent donner leur consentement à la haine de l'autre, et ce – comble du paradoxe – en condamnant parfois

vertement la violence. Comme le disait récemment Christian Nadeau dans une lettre ouverte :

« Le populisme a pour seule logique la force du nombre. Pour cette raison il ne tolère pas la dissidence et se constitue en bloc contre tout ce qui lui est étranger ou désigné comme tel. Pour le populiste, toute opposition est une erreur qu'il faut écarter ou un ennemi qu'il faut combattre, voire abattre. Certes, les politiciens s'amuse au jeu du populisme et attisent les braises de l'opinion publique de manière effrayante. Certes, les médias entretiennent le populisme. Mais dans ces cas, le populisme correspond au rôle d'un spectateur qui consomme de la brutalité sans en être l'auteur. Toutefois, si les forces de l'ordre, qui représentent l'autorité de la loi, donnent à celle-ci le visage de la matraque, de fusils à balle de plastique, des coups de bouclier, quelle sera la réaction d'une partie de la population ? Ne voudra-t-elle pas, elle aussi, participer à la bastonnade ? Certains chroniqueurs craignent les casseurs parmi les manifestants. Je crains plutôt les casseurs de manifestants. »
(Nadeau, Ricochet, 2015)

Populisme et barbarie, haine et violence, sont deux couples quasi indissociables qui prospèrent dans une culture et une société qui cultivent la carence. Le triomphe du populisme dans les

différents discours qui donnent sens à notre « vivre ensemble » est le symptôme d'une culture et d'une éducation en situation de fiasco. Ce spectateur dont nous parle Nadeau, qu'on gave de brutalité (policrière, médiatique, politique, etc.), est précisément celui dont l'« être est mutilé » et qui cherche dans le populisme ou la relation fusionnelle à l'autorité un remède lui permettant d'atténuer temporairement la souffrance d'une existence qui lui glisse entre les mains ou, pour le dire autrement, dont les paramètres lui sont imposés. (Si l'on adhère à la thèse de Freud sur l'omniprésence de la culpabilité dans la civilisation, on observe que le foisonnement des discours populistes s'explique par cet écart entre les désirs de l'homme et les normes que la société lui impose. Cette divergence pousse l'être humain vers l'insatisfaction et parfois jusqu'à la colère ; celles-ci sont même accentuées par le conformisme ambiant dont l'hégémonie doit être supportée à la manière d'une chape de plomb. Une culture saine ferait de son mieux pour refouler cette colère ou bien la transfigurer. Or, le « génie » de la société asservie a plutôt réussi à travestir cette colère qui, au lieu de se manifester comme insubordination, est réorientée vers l'étranger ou celui qui est désigné comme tel : l'immigrant, l'étudiant, l'artiste, etc. À l'aide du populisme, cet « étranger » devient l'ennemi à abattre, celui vers qui la colère peut-être déversée légitimement, parce que l'autorité m'y autorise et parce qu'en tant qu'individu « non-

conforme » il ne fait pas les mêmes sacrifices que moi et ne mérite donc pas ma dignité.)

C'est celui prenant quotidiennement le temps de se brancher sur le web pour insulter des minorités ostracisées qui, par son besoin de défoulement et la sensation de force qui vient de la fusion à l'autorité, témoigne de l'absence d'autodétermination dans une partie des comportements qu'il adopte. Pensons au cas de Naomie Trudeau-Tremblay qui, après avoir été la cible d'un tir de cartouche de gaz lacrymogène au visage et à bout portant, pour avoir pris part à un rassemblement « illégal », est devenu la victime de moqueries et d'insultes d'une cruauté inouïe. Des communautés virtuelles se sont même créées en appui au policier fautif et dans le but d'injurier l'étudiante. Ce type de conduite, quand il prend de telles proportions, attire notre attention vers les limites de notre société, plus précisément vers sa capacité à intégrer l'individu sans compromettre son autonomie. D'autre part, ce que le populisme engendre, autant dans les commentaires virtuels condescendants que chez les policiers enragés et ivres de frapper des étudiants, c'est une déresponsabilisation des actes individuels. Grâce cette dernière, l'individu n'a plus à justifier ou expliquer ses actes, voire ses crimes, car l'autorité a déjà établi unilatéralement leur légitimité (dans la psyché des agents concernés). Et il faut reconnaître qu'une part de responsabilité

revient effectivement aux institutions sociales qui font la promotion de la haine de l'autre, quand des actes de violence à l'égard d'une minorité se produisent.

Tout ce développement sur le populisme, la déresponsabilisation et l'endoctrinement fait signe vers l'éducation et ses manques. Des symboles de la faillite de la culture face à la barbarie ont pu être observés à différentes occasions lors des derniers mouvements étudiants, quand les promoteurs du populisme ont eux-mêmes sombré dans la violence et donné libre cours à leur haine : pensons à l'intervention de Stéphane Gendron en 2012 au cours de laquelle il a appelé l'armée à « frapper » les étudiants qui manifestaient : « *L'armée et la bastonnade pour les esties de morveux puants sales* », ou celle plus récente de Jean Lapierre qui traitait de « trous de cul » les professeurs qui tentaient de calmer le jeu en s'interposant entre la police et les étudiants à l'UQAM. (Et nous ne parlons même pas ici du délicat sujet des « valeurs québécoises » et de l'immigration qui a lui aussi donné lieu à toutes sortes de dérapages en 2014.) Or, si ceux qui fomentent la haine, à grands coups de démagogie, tombent dans le piège de la haine à leur tour, cela signifie que dans de tels cas il ne s'agit plus de tentative de manipulation ou de propagande, mais davantage d'un acte s'apparentant à du prosélytisme...

Il serait difficile de trouver un exemple plus convaincant de culture et d'éducation défailante : le démagogue qui se sert des technologies de l'information pour propager la haine de l'autre tombe lui-même sous le coup de sa propagande de sorte qu'il en vient à ressentir cette haine et à vouloir du mal aux groupes qu'il stigmatise. On passe du simple stratagème politique aux préludes de la barbarie. Ce qui ressort, c'est la vulnérabilité de l'homme dans la société contemporaine. Dans ce genre de scénario, c'est l'individu qui doit payer le prix de l'instrumentalisation marchande et technique de la culture en sacrifiant son autonomie et son humanisme. Un passage du texte de Marion sur ce sujet donne d'ailleurs à réfléchir: « *Désormais, sous les conditions régissant les rapports sociaux de production scientifiquement organisée, les exploités (ou encore le 1% vilipendé par les mouvements Occupy) ne sont plus que des employés du travail mort, des fonctionnaires du capital.* » (Marion, 2015 :113) Si nous envisageons sérieusement cette affirmation, il ne s'agit plus simplement de voir les commentaires caricaturaux des « élites » comme une confusion de leur part entre leur succès et la compréhension du monde, mais comme l'expression de leur aliénation la plus profonde. En d'autres mots, l'identification totale à une position dans le système.

Formation et régression

De toute évidence, une partie importante du problème peut être observée dans les processus de socialisation contemporains, ou de « sublimation » selon les mots de Freud. Quand les principaux organes par lesquels les individus sont intégrés à la communauté sont des organes qui ne traitent généralement pas l'être humain comme une fin (Kant) mais servent sournoisement des intérêts autres que la création d'un monde meilleur et d'un individu autonome, la barbarie progresse. Une réforme de la formation humaine n'est plus envisageable dans le cadre strict du système d'éducation. Celui-ci ne possède plus la force d'intégration sociale qu'il a déjà eue et ses principes ont lentement été usurpés. Dans un monde où « faire partie de la communauté » ne signifie plus prendre part à la délibération publique, faire partie de comités citoyens, participer à l'éducation de nos jeunes, créer et partager nos idéaux, mais plutôt acquérir une résidence et payer ses taxes, fréquenter les commerces populaires, écouter la télévision et ses bulletins d'information, émettre son opinion sur les réseaux sociaux, voter une fois aux quatre ans ou bien « côtoyer des machines », la culture et ses valeurs humaines arrivent difficilement à prévaloir...

Dès lors, ce qui a pu ressembler à un programme politique souhaitable depuis les débuts de notre époque, l'affranchissement face aux engagements collectifs par la

promulgation d'une liberté « négative », s'est plutôt avéré être un cadeau empoisonné. L'individu a bel et bien été délivré d'une part de ses devoirs à l'égard de la collectivité, mais la nouvelle sphère privée qui a récupéré l'« espace vacant » l'a abandonné encore plus démuné aux forces extérieures. En effet, c'est rarement en tant que spectateur, d'un spectacle programmé pour éliminer la réflexion, que l'individu entretient ses qualités de citoyen. Or, le déclin de l'espace public face à celui privé favorise l'émergence de multiples processus de formation ne mobilisant que très rarement la réflexion et la discussion avec autrui. (De fait, le divertissement est peu propice à l'élévation de l'être humain.) L'altérité y est généralement réduite à son strict minimum, autant par l'industrie de la culture que par la stérilisation de la majorité des pratiques, et l'ouverture d'esprit en paie le prix. Mais, à vrai dire, c'est la société qui écope des conséquences les plus dures, car cette tolérance et cette ouverture à la différence sont nécessaires à son bon fonctionnement : sans celles-ci elle condamne une partie de ses membres à l'exclusion, voire à pire.

C'est à peine si la communauté traditionnelle subsiste de manière abstraite dans notre imaginaire collectif et encore moins possède une réalité concrète au-delà des édifices qui incarnent ses institutions. Loin de nous cette « agora » qui donnerait vie à l'espace public. Dans ce genre d'environnement, le mode sur

lequel les valeurs communes sont inculquées en est toujours un flirtant avec l'autoritarisme, elles sont présentées comme allant de soi et presque jamais questionnées. Que ce soit à la télévision, à la radio, au cinéma, dans les journaux ou sur le web, les valeurs communes sont généralement véhiculées comme des faits indiscutables et seulement à quelques rares reprises le discours laisse-t-il percé un début de réflexion sur le « pourquoi » de leur existence. (Pensons au caractère apologétique de quantité de discours qui portent sur : la croissance économique, le travail salarié, les avancées technologiques, la démocratie représentative, l'automobile, etc.) À juste titre, Adorno note que : « *la perpétuation de la barbarie dans l'éducation est reliée essentiellement au principe d'autorité qui réside dans cette culture même.* » (Adorno et Becker : 163) Déjà que ces médias ne permettent pas une discussion véritable entre deux interlocuteurs, favorisant ainsi une adhésion aveugle, voire une soumission, comment ne pas voir la formation de l'individu contemporain comme fondamentalement déphasée par rapport aux besoins de toute société? (Ceux qu'illustre l'allégorie de Freud) Aujourd'hui, le citoyen convenablement « intégré » est celui dont le comportement désintègre littéralement le tissu social proprement humain, en deçà des transactions économiques que nous impose la survie, et dont les penchants mégalomanes sont valorisés quand ce n'est pas, au contraire, ceux infantiles comme nous l'avons vu plus haut ; l'un répondant aux besoins de l'autre.

Tant et aussi longtemps que l'éducation et la formation seront mues par des intérêts économiques ou partisans plutôt que par des intérêts établis collectivement et visant la suppression des situations de souffrance, d'inégalité, d'injustice, il sera pratiquement impossible de faire de la culture un rempart contre la barbarie. Il est crucial que le système d'éducation soit indépendant de la joute politique et la culture plus large de l'économique. La croissance infinie du capital et de la technique est incompatible avec l'épanouissement de l'homme et la sauvegarde de la nature. Celles-ci exigent un individu docile qui n'a plus de prise sur son monde et qui se fait dicter sa conduite par les différentes figures d'autorité « culturelles » ou encore par les produits de consommation eux-mêmes. Or, cet état de dépendance réelle, auquel l'individu finit par donner implicitement son aval contredit sur une base quotidienne la pseudo liberté que défendent les agents de l'ordre établi. Comme le disait Marcuse :

«Le fait de pouvoir élire librement des maîtres ne supprime ni les maîtres ni les esclaves. Choisir librement parmi une grande variété de marchandises et de services, ce n'est pas être libre si pour cela des contrôles sociaux doivent peser sur une vie de labeur et d'angoisse si pour cela on doit être aliéné. Et si l'individu renouvelle spontanément des besoins

imposés, cela ne veut pas dire qu'il soit autonome, cela prouve seulement que les contrôles sont efficaces.» (Marcuse, 1968 : 33)

Dans leur idéologie, être libre signifie consommer et jamais s'épanouir dans nos facultés personnelles, notre imagination, notre capacité à donner sens au monde, ou encore nos aspirations collectives. Le renversement de cet ordre passe nécessairement par une critique des normes dominantes et par le rejet de la mainmise exercée par des notions abstraites telles que le marché et le progrès technologique sur l'évolution de notre civilisation. Cette objection consiste en « *la décroissance de l'économie elle-même, l'économie comme représentation idéologique dominante qui légitime son autonomie désastreuse, à l'abri de toutes attaches et de toutes responsabilités normatives et collectives.* » (Marion, 2015 : 135)

Si notre réflexion a dévié de manière récurrente sur des questions d'ordre économique ou technologique, c'est justement parce que de nos jours les sources du dogmatisme et de la barbarie ne peuvent être trouvées ailleurs. Afin d'empêcher qu'une idéologie ou une autre escamote le dialogue public et la réflexion individuelle, deux éléments clés de la création d'un sujet autonome, c'est la place de l'autorité qui doit être balisée et éclairée. Car, comme nous l'avons résumé précédemment, les valeurs qui sont imposées sur le mode ascendant étouffent

l'autonomie en court-circuitant la libre réflexion et la libre adhésion. « *L'une des plus importantes conditions de la débarbarisation est la déconstruction de toute autorité non éclaircie* » (Adorno et Becker) rappelait Adorno en faisant référence à des autorités auxquelles les citoyens n'ont pas librement consenti. En somme, c'est en tant que pouvoir hégémonique se superposant à l'homme que le marché et sa culture peuvent être critiqués.

Conclusion

Dans son deuxième traité de la *Généalogie de la morale*, Nietzsche amorce sa réflexion en qualifiant l'histoire de la civilisation de processus de formation de l'homme, dont « *le fruit le plus mûr (est), l'individu souverain* » (Nietzsche, 2002 : 69). Pour lui, qui fut un critique acerbe de la culture occidentale, notre civilisation avait le mérite d'avoir travaillé à la constitution d'un homme nouveau, capable de répondre de ses actes, de les justifier et d'en prendre la pleine responsabilité. À cet état d'esprit correspondait, selon lui, une véritable liberté : véritable parce qu'elle est ancrée dans l'individu et non pas dans des comportements grégaires imposés par des vecteurs d'origine extérieure :

La fière connaissance de l'extraordinaire privilège de la responsabilité, la conscience de cette rare liberté, de cette puissance sur soi-même et sur la destinée (...) s'est fait

instinct, instinct dominant : comment l'appellera-t-il cet instinct dominant, à supposer qu'il lui faille un mot pour la désigner? Mais il n'y a aucun doute cet homme souverain l'appelle sa conscience. (Nietzsche, 2002 : 70)

Notre analyse nous permet de dire que cet état de « conscience » tant prisée par Nietzsche est devenu une denrée de plus en plus rare. En effet, la technique, la division du travail, la marchandisation de l'éducation, l'instrumentalisation de la culture et la réification des relations sociales « diluent à l'infini la responsabilité » de même que l'autonomie, nécessaires à la réalisation d'une liberté substantielle. Toutefois, comme le dit Anders, même si : « *plus personne n'est effectivement coupable, tout le monde est virtuellement complice.* » (Anders, 2002 : 284) Notre critique du marché déifié, de la machine technologique autonomisée et de leur culture réifiée « *ne constitue cependant pas une raison pour rejeter la technique et la civilisation, mais en est peut-être plutôt une pour rejeter la logique autonome du dispositif, du capitalisme, du pétrole et de la croissance.* » (Marion, 2015 :114)

D'autres voies existent et elles ne prescrivent pas un retour au Moyen-Âge. Par contre, il est évident qu'afin d'amener un réel changement elles doivent couper véritablement les ponts avec les principes abstraits qui guident nos actions collectives actuelles :

La principale caractéristique (des alternatives sociales) réside dans le fait qu'elles n'émanent pas de l'État ou de l'économie de marché, mais des individus et des communautés qui cherchent à répondre directement à leurs besoins en fonction de normes démocratiques et écologiques. En effet, il semble de plus en plus évident que le blocage institutionnel et politique, de même que l'inertie des grandes entreprises ou le « pseudo-changement » revendiqué par l'économie verte, freine une véritable transformation du modèle de développement hérité des deux derniers siècles. (Durand Folco, *Le devoir*, 2015)

C'est une autre forme de complicité, que celle évoquée par Anders, qui risque pourtant de nous appuyer, non pas en consolidant le système et sa barbarie, mais en le transformant. Car, si sa longévité est basée sur notre confiance et la répétition d'actes prédéterminés et vus comme nécessaires, notre complicité dans la croyance de la possibilité d'un monde meilleur et plus humain ébranle déjà, à elle seule, les assises de notre culture aliénée. Peu importe la force de persuasion et de « conformation », du système et de sa culture, il ne sera pas possible de cacher éternellement le fait que la croissance du système n'est pas un synonyme de progrès humain et que, à partir

d'un certain point, plus personne ne bénéficie, humainement parlant, de cette logique circulaire et aveugle.